

La sortie de l'Accord, c'est 2018, pas 2014.

La nouvelle concession du RUMP à Kotra Uregei : l'accord de Nouméa raccourci de 4 ans

L'accord de Nouméa a repoussé de 20 ans, jusqu'en 2018, le référendum d'autodétermination prévu par les accords de Matignon. Lors de la négociation, les indépendantistes ont bien demandé que ce référendum puisse être anticipé, mais Jacques Lafleur n'a accepté cette concession que moyennant une condition très importante : le référendum peut avoir lieu entre 2014 et 2018, seulement si au moins 33 membres du congrès en décident ainsi (sur 54).

En 2009, c'était le seul point sur lequel Pierre Frogier et Louis Kotra Uregei étaient d'accord : ils voulaient tous deux un référendum « dès 2014 », l'un pour « purger l'indépendance », l'autre pour « l'avènement de Kanaky ». La purge de l'indépendance est partie aux oubliettes, mais la date de 2014 est restée.

Contrairement à ce que les uns et les autres prétendent, il n'y a aucun problème à prendre le temps de bien négocier, sans pression, la façon dont on sortira de l'accord de Nouméa. Même la date de 2018 n'est pas fatidique, puisque l'accord de Nouméa continuera de s'appliquer tant qu'on n'en aura pas décidé autrement.

Les élections provinciales de 2014 diront quels partis seront habilités à négocier

2014, pour Calédonie Ensemble, ce sont avant tout les élections provinciales, qui permettront au peuple de choisir les élus qui siègeront au congrès pendant la mandature qui court jusqu'au référendum (2014 – 2019). Seuls les élus ayant bénéficié de la confiance des électeurs à l'occasion de ce scrutin seront légitimes pour mener les négociations de sortie de l'accord...

L'avis des autres indépendantistes sur la coalition



Paul Néaoutyine sur Radio Nouvelle-Calédonie 1^{ère}, le 29 janvier 2012 : « **On est sortis de la collégialité au gouvernement.** (...) Notre souhait, c'est de convaincre nos collègues (...) indépendantistes, qui sont dans des stratégies d'alliance avec le RUMP et l'Avenir ensemble, de se ressaisir », parce que « ces stratégies auront finalement, peut-être, pour conséquence que l'Accord de Nouméa ne sera pas mis en application complètement. »



Pascal Naouna, élu de la province Nord et ancien président de l'UC, sur Radio Nouvelle-Calédonie 1^{ère}, le 18 novembre 2011 : « C'est des déclarations de bonnes intentions, mais dans le fond, les grandes réformes, et tout, on n'a pas une lecture visible de l'action qui est faite. C'est pour ça qu'on considère que ce rapprochement [de l'UC avec le RUMP], aujourd'hui, n'a pas de fond. (...) **Les états-majors s'arrangent entre eux et à la base, les choses ne sont pas claires.** (...) Ça crée de la déstabilisation pour demain et après-demain. »



Elie Poigoune, président de la ligue des Droits de l'Homme, dans Les Nouvelles Calédoniennes du 14 octobre : « J'ai le sentiment que les rapprochements qui se sont faits en politique étaient **motivés par des ambitions personnelles et pour des postes.** »